



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2799
25 mars 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Affirmez le camp des travailleurs



VICTORIA VIENNET

Votez

Nathalie Arthaud

p. 6 et 7

Guerre en Ukraine

L'intensification et ses conséquences

p. 2, 8, 9, 10 et 16

Leur société

- Retraites: une attaque indigne 3
- Le candidat Macron: nouvelle campagne et vieilles idées 3
- RSA: annonce scandaleuse 3
- Mélenchon: la marche des illusions 4
- TVA: il faut la supprimer 4
- Communiqué de Lutte ouvrière - Rennes 4
- Carburants: des mesures insignifiantes 5
- Nickel: la spéculation fait sauter la Bourse 5
- CAC 40: l'orgie des profits 5
- Corse: vrais problèmes, fausses solutions 16

Élection présidentielle

- « Le monde du travail doit prendre les rênes de la société! » 6
- Hausse des prix: les conseillers à l'œuvre 6
- Jean-Pierre Mercier: « La solution ne peut venir que des travailleurs » 7
- Réunions publiques et banquet 7

Guerre en Ukraine

- Le prologue d'une guerre généralisée? 8
- Deux brochures sur l'Ukraine 9
- Des armes qui coûteront cher au peuple ukrainien 9
- Réfugiés: deux poids, deux mesures 9
- Russie: Poutine, sa guerre et ses « traîtres » 10
- États-Unis: des opposants russes bloqués à la frontière 10
- Crimes de guerre: ceux de Poutine et ceux de l'impérialisme 16

Histoire

- 19 mars 1962, les accords d'Évian et l'indépendance de l'Algérie 11
- 1999: l'OTAN bombarde Belgrade 11

Dans les entreprises

- Stellantis 12
- Renault Batilly et Cléon 12
- RATP 12
- Airbus 13
- Dassault Aviation 13
- Cafeteria Flunch - Thionville 13
- Hôtel Park Hyatt Vendôme - Paris 14
- Ehpad La Neuville 14
- Médico-social - Marseille 14
- Ramassage des poulets 14
- P & O Ferries - Transmanche 15
- Flaconneries d'Arques 15

L'intensification de la guerre en Ukraine et ses conséquences

Des villes de près d'un million d'habitants comme Kharkiv ou Marioupol sont maintenant bombardées massivement par l'armée russe. Des quartiers entiers ont été détruits et les victimes civiles se comptent désormais par milliers. En face, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN livrent de plus en plus d'armes à l'armée ukrainienne et à ses milices. La guerre a pris une nouvelle ampleur.

Si Poutine a probablement misé sur une intervention courte et un effondrement rapide du pouvoir ukrainien, c'est l'inverse qui s'est passé. Et maintenant l'engrenage fait que personne ne peut dire quand cette guerre finira, ni quelles vont être ses répercussions. Ce qui est certain, c'est qu'elles seront mondiales.

Déjà, ici, en France, de plus en plus d'entreprises ont des problèmes d'approvisionnement. À cause du manque de noir de carbone qui vient de Russie, Michelin a mis la majorité de ses usines à l'arrêt. Les prix du pétrole et d'autres matières premières explosent. Le nickel est devenu quatre fois plus cher. Cela bouleverse toutes les industries et l'agriculture, et change les rapports de force économiques, attisant la guerre commerciale.

Dans les pays pauvres, l'impact risque d'être pire. La hausse vertigineuse des prix du blé annonce « des désastres humanitaires avec une forte augmentation de la pauvreté et de la faim », a dit un des dirigeants du Fonds monétaire international. C'est-à-dire qu'en Afrique, au Proche-Orient, en Inde, des famines vont toucher des millions de gens. Elles entraîneront sûrement des révoltes. Mais les dirigeants de ces pays pourraient chercher à détourner la colère des masses vers le nationalisme et la guerre, pour dresser les peuples les uns contre les autres, par exemple, entre l'Inde et le Pakistan, ou entre le Maroc et l'Algérie. De la guerre commerciale à la guerre tout court, il n'y a qu'un pas, surtout dans une économie mondiale complètement déstabilisée.

Gouvernement et médias, à l'unisson, cherchent déjà à nous embrigader. Ils nous abreuvant de discours sur « le droit des nations » dont la France et les autres pays de l'OTAN seraient les gardiens. Les États-Unis défenseurs du droit des peuples? Ils sont les plus grands fauteurs de guerres! En

Ukraine, ils ont fait largement monter la tension. Et aujourd'hui, en Asie, ils remettent ça, en profitant de la situation pour accentuer leur pression sur la Chine. Tout en affirmant ne pas vouloir une « nouvelle guerre froide » avec ce pays, le président des États-Unis a menacé la Chine, au prétexte que les déclarations diplomatiques de celle-ci ne sont pas assez fermement antirusses.

Et puis, le sixième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie, qui a fait un million de morts, nous rappelle comment la France a respecté les droits du peuple algérien: en tuant, en torturant, en bombardant des villages au napalm et en déplaçant un quart des Algériens dans des camps d'internement. À l'époque, il y avait déjà une odeur de gaz, celui du Sahara, sur lequel les industriels français voulaient garder la main.

Le nationalisme sert la politique des gouvernements aux ordres des classes possédantes. Il sert à ranger les exploités derrière leurs exploités. Dans cette guerre, les exploités n'ont pas de camp. Celui de Poutine n'est pas meilleur que celui de l'OTAN. La dictature contre le peuple russe est terrible et, il y a quelques mois, c'est l'armée russe qui est allée réprimer la population du Kazakhstan qui se révoltait contre la vie chère. Et là, Poutine a eu la bénédiction des dirigeants de l'OTAN.

Le capitalisme mène le monde à la catastrophe avec la peau des peuples. Avec la guerre en Ukraine, on voit bien que ce ne sont pas les oligarques russes ou ukrainiens qui prennent les bombes sur la figure ou doivent fuir sur les routes en abandonnant tout! Mais les exploités représentent une force considérable, capable de renverser cet ordre social mondial immonde. Ce qui leur manque, c'est de retrouver le moyen de s'organiser et de s'unir pour se battre pour leurs intérêts de classe.

Au regard de ces perspectives, les élections peuvent paraître dérisoires. Et elles le sont. Rien n'en sortira de bon pour les travailleurs. Mais elles permettent à tous ceux qui rejettent ce système capitaliste, à la fois exploiteur et fauteur de guerre, d'exprimer leur colère et leur dégoût. C'est le sens de ma candidature.

Nathalie Arthaud



Dans Kiev bombardée.

Retraites : une attaque indigne

L'annonce par Macron du recul de la retraite à 65 ans comme première mesure phare de son plan économique pour son prochain quinquennat a été le signal pour que candidats, politiciens, économistes, femmes et hommes de télévision et de radio se déchaînent.

Leur cible est maintenant les travailleurs qui auraient le « privilège » de partir à 62 ans aujourd'hui, mais en fait souvent à 63 ans. Cette campagne orchestrée fait que, à juste titre, bien des travailleurs se sentent agressés dans leur chair.

Comme si cela ne suffisait pas, Macron et ses porte-voix tiennent à ajouter : « *Oui mais, il y aura la garantie pour toute personne qui aura toutes ses années de cotisations, donc 45 ans, de toucher... 1 000 euros* », soit près de 30 % de moins que le smic. Aucune honte chez ces gens qui gagnent au moins dix ou vingt fois plus, sans parler de ceux qui sont classés dans les grandes fortunes!

Aujourd'hui, bien des

travailleurs arrivent à la retraite sans emploi, soit comme chômeurs, bien souvent au RSA, avec un nombre d'années de cotisation insuffisant pour leur retraite à taux plein, soit comme handicapés, même pas reconnus comme handicapés du travail. La situation des travailleurs arrivant à la retraite n'a cessé de se dégrader. Ceux venant du secteur privé qui partent à l'âge légal de 62 ans ont pendant trois ans une retenue de 10% sur leur retraite complémentaire. Les pensions de retraite ont été totalement bloquées pendant des années et la loi a même prévu d'en limiter encore la revalorisation.

En fait, les gouvernements, de droite comme de



Dans la rue contre le projet de Macron, en 2020.

gauche, ont pillé les caisses de retraite des travailleurs. C'est ainsi, sans un sou de l'État, que les retraites des artisans, des petits patrons, des paysans, voire des cadres, ont été payées.

Une minorité d'ouvriers arrivent aujourd'hui à 62 ans en bonne santé. Pré-tendre que l'espérance de vie permet ce recul de l'âge de départ à la retraite est un mensonge grossier. Dans les années 1960-1970, la

majorité des ouvriers n'atteignaient pas les 65 ans, âge de leur départ à la retraite. Bien avant la mesure légale, c'est le patronat lui-même qui avait organisé en masse des départs anticipés à partir de 60 ans, voire beaucoup moins. La loi n'est venue qu'entériner un état de fait. Pour faire passer des plans de licenciements, le patronat et l'État ont légalisé pendant plus de vingt ans le départ à 50 ans. Aujourd'hui, alors

que les cadences ont encore accéléré, que les maladies musculo-squelettiques ont explosé, touchant des ouvrières et des ouvriers âgés de trente ans, vouloir les faire tenir jusqu'à 65 ans est indigne.

Pour remplir des caisses patronales déjà bien remplies, des pans entiers de la classe ouvrière risquent de plonger dans la misère. Face à cela, les travailleurs ont le droit et le devoir de réclamer leur dû, celui que réclamaient il y a déjà plus de cent ans des militants ouvriers dignes de ce nom. La pension de retraite devrait au moins être égale au salaire du travailleur lors de son départ en retraite et payée totalement par le patronat. Quant à l'âge de départ, il devrait être au plus à 60 ans et bien avant pour toutes celles et ceux qui ont été usés par l'exploitation, dès que leur état de santé le nécessite.

Paul Sorel

Le candidat Macron : nouvelle campagne et vieilles idées

Judi 17 mars, Macron a présenté son programme électoral dans un discours fleuve. Sans surprise, c'est un catalogue de mesures en tout genre.

Il y en avait vraiment pour tous les goûts : pour l'écologie, des promesses sur la plantation de millions d'arbres; pour ses électeurs qui se sentent de gauche, la promesse de lutter contre les déserts médicaux et, encore plus fort, la promesse d'embaucher 50 000 soignants.

De la part de celui qui a continué les fermetures de lits d'hôpitaux durant l'épidémie de Covid et laissé le personnel des hôpitaux dans une situation catastrophique, il fallait oser.

À la droite, voire à l'extrême droite, il promet de doubler la réserve militaire,

avec des aides pour les étudiants qui s'engageraient, il a entonné l'éternel refrain sur la souveraineté et affirmé que les enseignants devraient travailler plus pour gagner plus, avec des rémunérations au mérite.

Mais au patronat, Macron doit faire des promesses sérieuses. Parmi ses mesures phares, on trouve surtout l'allongement de l'âge de la retraite à 65 ans. Ceux qui ont un emploi doivent déjà consacrer 42 ans de leur vie à leur patron, et ça ne serait pas suffisant? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'un emploi et doivent survivre avec de maigres allocations, lorsqu'ils y ont droit, les autres devraient subir toujours plus longtemps les cadences infernales, le mépris des chefs, le sous-effectif permanent? En 2019, quand Macron avait essayé de faire passer une attaque sur les retraites, il s'était heurté à une mobilisation importante. Alors, si le projet ressort, les travailleurs savent quelle est la bonne voie pour s'y opposer.

Camille Paglieri



RSA : annonce scandaleuse

Le candidat Macron a annoncé lors de la présentation de son programme qu'il souhaitait conditionner le versement du RSA à une obligation de travail de 15 à 20 heures par semaine.

La proposition n'est pas très originale, plusieurs candidats ou présidents l'avaient déjà faite. Elle n'en est pas moins scandaleuse.

Macron parle de « devoirs » pour les bénéficiaires du RSA, qui sont près de deux millions en France. Non seulement ceux qui ont perdu leur emploi ou n'en trouvent pas doivent galérer pour se loger, payer les factures, se nourrir, faire des démarches pour un emploi, mais en plus, le gouvernement les montre du doigt en les faisant passer pour des « assistés » qui profitent de l'argent public.

Ces campagnes diverses contre les allocataires du RSA, contre les chômeurs, n'ont jamais créé un seul emploi. En revanche elles servent à diviser les travailleurs entre ceux qui

ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, pour les affaiblir tous.

Si cette proposition pour les allocataires du RSA devenait réalité, elle reviendrait à obliger certains à accepter de travailler presque à mi-temps pour 565 euros par mois! Un certain nombre de patrons profiteraient évidemment de l'opportunité de faire travailler une main-d'œuvre peu chère et qui de plus serait soumise au chantage de perdre son allocation en cas de refus. Cela viendrait s'ajouter aux innombrables dispositifs auxquels les patrons ont recours pour faire baisser les salaires: apprentissages, stages, contrats de professionnalisation, etc.

Que Macron soit élu ou pas, il faudra empêcher un tel recul.

C. P.

Mélenchon: la marche des illusions

La marche pour la 6^e République organisée à Paris le 20 mars aurait rassemblé des dizaines de milliers de personnes selon les organisateurs. Cette démonstration comme sa progression dans les sondages servent à Mélenchon à présenter le vote pour sa candidature comme le moyen de changer le sort des classes populaires.

Le candidat de La France insoumise (LFI) n'a pas été avare de formules qui plaisent à ceux que révolte la perspective de voir Macron réélu et qui s'indignent d'une extrême droite à des hauteurs inédites. Mais dépouillé de ces envolées lyriques, le discours vise à faire tourner à plein régime la machine à illusions électorales: «*La France a la chance d'avoir dans moins de trente jours une élection qui, parce qu'elle concentre tous les pouvoirs, nous permet de les renverser tous en même temps!*», a-t-il osé.

Prétendre qu'il suffit de voter LFI pour qu'«*un autre monde soit possible*» est une supercherie. Hollande en 2012 avait déjà affirmé: «*Mon ennemi c'est la finance*», avant de s'agenouiller devant elle. La

question n'est même pas de savoir si Mélenchon est plus sincère ou plus résolu que l'ancien président – ce qui reste à démontrer – mais d'être conscient que ce n'est pas le locataire de l'Élysée qui décide et impose mais le patronat et la bourgeoisie. Et ceux-là ne sont attendris par aucun résultat électoral dans leur lutte contre la classe ouvrière.

Mélenchon dénonce à juste titre la retraite à 65 ans annoncée par Macron. Mais ajoute en prime: «*Si vous voulez partir avant 65 ans, avant 62 ans, pas besoin de faire des grèves qui grèvent votre budget, ou des manifestations rendues dangereuses par le préfet Lallemand, il vous suffit [...] d'un bulletin de vote à mon nom!*»

Non seulement c'est un mensonge, mais c'est aussi



SARAH MEYSSONNIER REUTERS

une tentative de désarmer les travailleurs et de les anesthésier.

Les travailleurs subissent la pression d'un patronat que la crise économique rend de plus en plus féroce. Ils savent qu'au quotidien il faut lutter avec acharnement pour faire respecter ses droits, pour arracher quelques dizaines d'euros en plus sur la paye, pour empêcher les conditions de travail de se dégrader. Qui peut croire qu'un

Mélenchon le leur éviterait?

Quoi qu'il en dise, ce sont les patrons qui dirigent, du fait qu'ils possèdent les entreprises et imposent leur loi du profit dans l'économie. Les intérimaires à qui on fait enchaîner des contrats malgré les lois, les travailleuses à temps partiel à qui on impose des heures non payées, les travailleurs qui manipulent des produits toxiques sans pouvoir refuser, savent bien que les patrons ne sont pas contraints

par les lois.

Aucun gouvernement de gauche n'a jamais protégé les travailleurs contre cette dictature patronale car aucun de ces gouvernements ne cherchait à la mettre en cause. Mélenchon le sait très bien et sa promesse d'économiser les manifestations, dernière version du «*votez pour moi je ferai le reste*», est une imposture consciente.

Boris Savin

TVA: il faut la supprimer!

Les différents candidats à l'élection présidentielle égrènent leurs propositions en matière de fiscalité et promeuvent l'allègement ou la suppression de certains impôts et taxes. Mais hormis Nathalie Arthaud, aucun ne met en avant la suppression de l'impôt le plus injuste: la TVA.

En effet, déconnecté des profits et même des revenus, cet impôt frappe avant tout les classes populaires. Mais, alors même que le pouvoir d'achat est en chute libre, ces serviteurs de la bourgeoisie souhaitent maintenir une taxe qui ampute les revenus des familles ouvrières d'environ 15%. Tout au plus certains promettent de l'aménager.

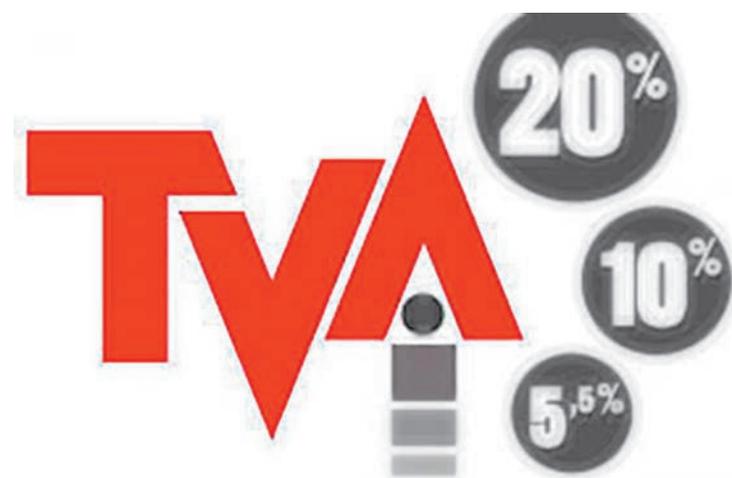
Jadot, supporter officiel du capitalisme vert, promet de son côté que «*la TVA sera modulée pour soutenir les filières socialement et écologiquement responsables, et sanctionner les autres*». Il ne s'indigne pas du prix actuel du carburant et des recettes de TVA supplémentaires payées à la pompe. Il promet même de pénaliser,

non les capitalistes pollueurs et irresponsables, mais leurs clients. Hidalgo, qui hésite à larguer le peu d'électorat populaire qui lui reste, veut bien concéder une baisse de la TVA sur le prix du carburant, mais uniquement de façon «*transitoire, en cas de flambée des prix à la pompe*». Et elle entend réserver l'adoption de taux réduits de TVA aux seuls «*produits verts (recyclage, réemploi, agriculture bio...)*». Il n'est toutefois pas dit que ce genre d'annonce suffise à assurer le recyclage et le réemploi des politiciens du PS dont la popularité s'est biodégradée.

Mélenchon promet quant à lui de «*réduire la TVA sur les produits de première nécessité*»,

actuellement de 5,5%, et de réinstaurer une TVA «*grand luxe*» pour la financer, mais sans s'engager sur un taux quelconque. Roussel reste tout aussi flou en promettant que les impôts indirects, «*tels que la TVA et la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, seront réduits*». Zemmour, la voix de son maître Bolloré, assume tout à fait de baisser les impôts des riches et des patrons, petits et grands, il n'envisage évidemment pas de baisser la TVA, il espère même en voir augmenter les recettes. Marine Le Pen, qui ose se prétendre la candidate du pouvoir d'achat alors qu'elle s'oppose à l'augmentation des salaires, se rabat aussi sur la baisse de la TVA pour les carburants et l'énergie pour faire illusion.

Les travailleurs font aujourd'hui l'expérience que la flambée des prix touche quasiment tous les produits. Et aujourd'hui, tous



ceux qu'ils achètent sont de première nécessité! Qui peut se passer de voiture dès qu'on habite loin de son entreprise et des transports en commun? Qui peut se passer de téléphone, de remplacer son réfrigérateur usé?

Hormis sur les produits de luxe, il faut supprimer toute taxe à la consommation. La fameuse «*valeur ajoutée*» n'est rien d'autre que la richesse produite par le travail humain. Mais les producteurs, les travailleurs n'en perçoivent déjà qu'une fraction sous forme

de salaires, le reste constitue la plus-value, récupérée par la classe capitaliste sous forme de profits, d'intérêt et de rentes. Par dessus le marché, sur leur maigre salaire, ils n'ont pas à payer en tant que consommateurs une taxe sur la valeur qu'ils ont créée!

Il faut au contraire supprimer la TVA et prendre, pour financer les services publics encore existants, sur les profits du patronat, dont la seule activité consiste non pas à créer de la valeur mais à la prélever.

Christian Bernac

Carburants : des mesures insignifiantes

La hausse du gazole de 39 % depuis le 31 décembre et de 57 % sur un an, et à peu près autant pour le SP95-E10, est insupportable pour les classes populaires. Ce n'est pas la dernière opération de déminage de Castex, pompeusement baptisée « plan de résilience », qui va améliorer la situation.

C'est un véritable nœud coulant qui étrangle les salariés, les retraités ainsi que des artisans comme les pêcheurs, dont le carburant a plus que triplé en trois mois. Des patrons pêcheurs jettent l'éponge, et de plus en plus de matelots refusent d'embarquer, une bonne part de leur rémunération provenant du partage de ce qu'il reste une fois payés les frais du bateau.

Face aux premiers blocages de dépôts de carburant par des routiers, des agriculteurs et des pêcheurs, le gouvernement s'est donc résolu à de nouvelles annonces. Il s'agit de donner le change sans augmenter les salaires

ni contraindre les grandes entreprises, et d'éviter que ces protestations ne provoquent des réactions plus générales dans le monde du travail.

Castex a donc finalement accordé une ristourne de 15 centimes sur les carburants routiers du 1^{er} avril au 31 juillet... qui sera financée avec une partie du surplus de taxe collectée grâce à la hausse des prix. Les pêcheurs auront droit à une remise majorée de 35 centimes, et les éleveurs à une aide visant à limiter l'envoie du coût de l'alimentation animale, ainsi qu'à une nouvelle négociation pour prier les distributeurs de relever

leurs prix d'achat. Les transporteurs routiers recevront des aides calculées d'après leur flotte de véhicules.

Des mesurette insignifiantes. Mais, pour les plus riches, il n'en est pas de même. Près de la moitié des nouvelles dépenses sera consacrée aux entreprises « très consommatrices d'énergie » (métallurgie, chimie, papier-carton...) : l'État s'engage à payer la moitié de leur surcoût énergétique, à condition de réussir à présenter des comptes dans le rouge et des dépenses de gaz et d'électricité d'au moins 3 % du chiffre d'affaires. Les prêts garantis par l'État sont renforcés et prolongés, ainsi que l'activité partielle de longue durée. Enfin, le ministre Le Maire n'a pas manqué de sortir sa machine à subventions patronales sous prétexte de financer des projets réduisant



la dépendance à la Russie.

Rien n'empêchera donc les trusts de faire payer au prix d'aujourd'hui du carburant acheté il y a des mois et d'accumuler des sommes gigantesques sur le dos de toute la société. Pourtant,

prendre sur leurs profits pour augmenter les salaires, et les empêcher de reporter les hausses de carburant sur les consommateurs, les fournisseurs, les sous-traitants, serait la seule solution.

Sacha Kami

CAC 40 : l'orgie des profits

Annoncés à 137 milliards d'euros pour l'année 2021, ce qui était déjà un record, les profits des groupes français cotés au CAC 40 se montent en fait à 160 milliards d'euros. La bourgeoisie, c'est-à-dire les gros actionnaires et les dirigeants d'entreprises, baigne dans les milliards.

Ces 160 milliards de profits ne sont pas les sommes pour investir, si tant est que les entreprises investissent. Ces profits vont être en grande partie redistribués en dividendes aux actionnaires. Sorte d'argent de poche pour les actionnaires, ces parasites pourront s'en servir pour se payer leurs yachts, leur luxe, ou pour spéculer et alimenter le système fou et nuisible de la finance mondiale.

À cela, il faut ajouter que le CAC 40 n'est que la partie émergée de l'iceberg, car bien des entreprises, non cotées ou cotées sur d'autres marchés, ont aussi leur coffre-fort qui débord. Les milliards de cadeaux d'argent public que les entreprises ont reçu de la part de l'État n'ont nullement servi à améliorer le

sort de la population.

Ces 160 milliards prévus donnent une indication sur les sommes gigantesques qui proviennent de l'exploitation de millions de travailleurs et qui pourraient servir bien autrement. L'ensemble de ces profits est l'équivalent de près de 4 millions d'emplois payés 2 000 euros et des cotisations sociales correspondantes. Les richesses produites par les travailleurs permettraient donc largement de faire fonctionner la société autrement. Elles permettraient d'augmenter les salaires de façon conséquente, de créer les emplois nécessaires dans les hôpitaux, les écoles et ailleurs, de bâtir les logements et financer tous les services publics qui manquent.

Boris Savin

Nickel : la spéculation fait sauter la Bourse



Le complexe de Nornickel à Bystrinsky en Russie.

Depuis le début de l'offensive russe, les prix de nombreuses matières premières comme le pétrole, le gaz, le blé, l'acier, l'uranium, atteignent des records historiques.

La Russie étant le premier producteur de nickel pur, la spéculation sur ce minerai a pris une ampleur telle qu'elle a carrément paralysé le système des échanges.

Le 7 mars au matin, à la Bourse des métaux à Londres, la tonne de nickel valait 30 000 dollars, ce qui était déjà élevé. D'habitude son prix tourne autour de 20 000 dollars. Le soir, elle en valait 50 000, ce qui était du jamais vu. Dans la nuit, elle a atteint les 100 000 dollars. Cela a obligé la Bourse des métaux de Londres à suspendre la cotation. Ce prix était tellement aberrant qu'il aurait complètement

bloqué l'industrie du secteur. Et la Bourse a pris la décision historique d'annuler toutes les transactions passées lors des dernières heures pour faire revenir arbitrairement le prix de la tonne de nickel à 48 000 dollars. Cette annonce a fait hurler les fonds d'investissement qui avaient réalisé des gains faramineux dans l'affaire. Ils ont dénoncé le « dirigisme » de la Bourse et l'ont traitée de « Bourse soviétique »!

On en sourirait si cet emballement spéculatif n'avait pas des répercussions sur l'économie réelle. Les industries qui dépendent du nickel sont nombreuses. Ce

métal rentre dans la fabrication d'aciers inoxydables utilisés dans l'industrie aéronautique ou dans la fabrication de batteries pour l'automobile. Une telle hausse de prix ne peut qu'accentuer le désordre économique et la guerre commerciale. Et si l'exemple du nickel est exceptionnel, il est en réalité à l'image de ce qui se passe dans de nombreux secteurs économiques. Les tarifs des carburants atteignent des sommets alors même que le gaz et le pétrole russe continuent d'être livrés à tous les pays européens. Les importations ont même augmenté depuis le début de la guerre. Là encore ce sont les spéculateurs qui font monter les cours.

La guerre crée une situation incertaine qui permet aux grands groupes de manipuler les marchés et de susciter des fièvres spéculatives dont ils sont, en général, les premiers à tirer profit. Et plus la situation est incertaine, plus cela rapporte. Pour eux, c'est tant pis si cela déstabilise toute l'économie mondiale et tant pis si les conséquences pour les populations sont catastrophiques.

Pierre Royan

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 223 (avril 2022) :

Contre Poutine et les impérialistes/La guerre en Ukraine/La société russe dans le miroir d'une guerre fratricide/Haïti, les travailleurs relèvent la tête/La financiarisation de la santé/Les Ehpad/La campagne de Nathalie Arthaud

Ce numéro sera sur le site de Lutte ouvrière à partir du dimanche 27 mars, et il sera publié jeudi 31 mars. Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte
ouvrière

“Le monde du travail doit prendre les rênes de la société!”

La campagne militante de Nathalie bat son plein. En plus des interviews dans les médias, du 15 au 19 mars, après s'être rendue à l'invitation de l'association des maires de France, elle a participé à trois réunions à la rencontre de jeunes étudiants, et tenu trois meetings, dans les villes d'Aix, Marseille, Toulouse et Bordeaux, avant de prendre la parole lors du banquet de Lutte ouvrière de Creil.

La guerre en Ukraine a occupé une partie des débats car elle rend palpable l'urgence de la situation, la nécessité pour les travailleurs de faire entendre leurs intérêts et de prendre leur sort en main.

Dans la lignée des revendications portées par le mouvement des gilets jaunes, des participants ont demandé à Nathalie si elle serait favorable à l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC). Mais s'il est juste que les travailleurs revendiquent le droit de décider, ce n'est pas une question de procédure. Imagine-t-on des RIC sur les salaires, les embauches, les conditions de travail, auxquels les patrons se soumettraient? Arracher le droit de décider, ce serait imposer par le rapport de force

un véritable contrôle des travailleurs mobilisés. Cela ne signifierait pas des référendums ponctuels, mais un contrôle permanent, la transparence des comptes, pouvoir suivre les circuits de l'argent.

À ceux qui s'étonnent que la candidate ne vise pas la présidence de la République, Nathalie fait remarquer le côté dérisoire de l'élection: «*L'ennemi à combattre, c'est la classe sociale capitaliste.*»

La question climatique, qui inquiète jeunes et moins jeunes, est l'occasion de l'illustrer. Car, si les dirigeants de ce monde parlent beaucoup écologie, ils n'ont pas les leviers pour agir, même en admettant qu'ils le veulent. Il est bien beau de parler de planification écologique, souligne Nathalie,

mais on planifie quoi si les capitalistes gardent les rênes d'Arcelor, de Cargill, Monsanto, Total, Dassault, etc.?

«*Mais alors le problème ne vient-il pas des multinationales?*», a-t-on demandé à Nathalie, et «*en quoi le passage à une société communiste permettra-t-il un avenir durable?*» Les multinationales ne sont pas le problème mais la solution, à condition que la classe ouvrière s'en empare. Pour répondre aux besoins de la société tout en tenant compte des ressources, du climat, de l'environnement, il faut rationaliser l'économie, c'est-à-dire recenser les besoins et coordonner, planifier la production à l'échelle internationale. Il faut soustraire des secteurs entiers, comme l'énergie par exemple, aux capitaux privés. Et produire «local» n'est pas toujours le plus écologique, contrairement à une idée reçue: il y a déjà suffisamment d'usines, dans bon nombre de secteurs, pour produire suffisamment sans en construire de nouvelles aux quatre coins du monde. Mais gérer



Le 17 mars à Toulouse.

les moyens de production en fonction des besoins de l'humanité suppose d'abord l'expropriation de la classe capitaliste. «*Les communistes sont en réalité les seuls écologistes conséquents*», a affirmé Nathalie.

Beaucoup sont choqués par l'absence de visibilité du camp des travailleurs dans les médias et l'absence de débats pour l'élection, mais il ne faut pas s'en étonner. Les médias sont

financés par les capitalistes, il n'y a aucune raison qu'ils déroulent le tapis rouge aux révolutionnaires. Nous nous moquons de débattre avec Macron, a dit Nathalie: nous nous adressons aux travailleurs pour faire entendre leurs intérêts et affirmer qu'ils sortiront de l'exploitation, de la crise climatique et des guerres, quand ils prendront confiance dans leur force et s'organiseront pour renverser cette société.

Hausse des prix: les conseillers à l'œuvre

Pour le ministre des Finances, il n'y a pas à craindre de spirale inflationniste. Et pourtant, la hausse des prix de 4,4% prévue d'ici la fin de l'année par un organisme économique rattaché au cabinet de Castex représente une menace déjà bien concrète pour beaucoup.

Les experts en bons conseils s'en donnent donc à cœur joie dans les médias et sur les réseaux pour prodiguer leurs astuces en matière d'économies. Certains croient y voir le retour de la «chasse au gaspi» des années Giscard. L'énergie, le gaz, l'électricité coûtent de plus en plus cher? Il suffirait de baisser le thermostat de 1 degré

pour voir sa facture maigrir par miracle de 7%. On pourrait aussi purger les radiateurs, voire aérer les pièces pour en chasser l'air humide, l'air sec nécessitant moins de calories pour chauffer...

Le prix du fioul ayant presque doublé entre la fin 2021 et la mi-mars 2022, on conseille à l'usager de changer d'énergie, de réserver la

chaudière à la seule eau chaude, de ne pas chauffer les toilettes ou la salle de bains, de privilégier le chauffage dans la pièce où dorment les enfants... Bien sûr, ils n'avaient pas pensé à tout ça!

Quant au carburant, poste presque incompressible de dépenses pour de nombreux travailleurs, les enfonceurs de portes ouvertes excellent à recommander de réduire la vitesse, d'anticiper le freinage et, carrément, d'éviter les petits déplacements. Le covoiturage tellement conseillé est une évidence, souvent déjà mise en place

par les collègues de travail, sinon par les patrons. Mais certains les surpasseraient sur le plan de l'originalité, comme ce jeune employé d'une brasserie de Haute-Loire qui aurait abandonné sa voiture pour venir travailler à cheval.

On peut passer sur les reportages sur les jours de promotions dans les grandes surfaces, le recours aux vêtements de seconde main ou aux smartphones reconditionnés.

Cette propagande des «spécialistes» en économies permet de culpabiliser ceux qui y parviennent de plus en plus

difficilement en laissant croire qu'il suffit d'un peu d'astuce. Elle est le pendant médiatique des discours lénifiants du gouvernement sur les «aides» en forme de chèque inflation, de remise sur le prix du carburant ou de promesse de hausse automatique du smic avant l'été. Elle donne surtout envie d'actionner la zapette.

La hausse des prix est bien là. Les travailleurs n'ont pas besoin de gadgets pour la contourner, mais bien de se mobiliser pour imposer des hausses de salaire en conséquence.

Viviane Lafont



Jean-Pierre Mercier: **“La solution ne peut venir que des travailleurs”**

Dimanche 20 mars, la guerre en Ukraine a été au centre du débat qu’a animé Jean-Pierre Mercier devant 70 personnes à la fête de Lutte ouvrière de Mulhouse.

Travailleurs de PSA, cheminots, étudiants, tous se sentent concernés par le sort des populations ukrainiennes et russes qui subissent de plein fouet cette guerre. Certains proches sont même allés porter des colis en Ukraine et ont été choqués par la proximité des combats, à quelques heures de voiture.

Chacun ressent déjà que la guerre a des conséquences

pour les travailleurs partout dans le monde. La crise économique risque encore d’empirer du fait de l’interdépendance des différentes économies nationales. La spéculation liée à la guerre et la hausse des prix des produits de première nécessité qu’elle engendre va causer des famines dans de nombreux pays pauvres.

Même dans les pays les plus riches, gouvernement

et patronat utilisent le climat pour exiger de nouveaux sacrifices des travailleurs. Même à l’hôpital de Mulhouse, comme l’a raconté un infirmier, la direction se sert de la guerre pour justifier la pénurie de matériel qui n’est pourtant pas une nouveauté.

Comme l’a dit un cheminot, la direction de la SNCF donne des consignes pour accueillir les réfugiés ukrainiens mais non les autres. C’est, en fait, trier les réfugiés entre les « bons » et les « mauvais ». Jean-Pierre a dénoncé un tri révoltant, affirmant notre solidarité avec tous les réfugiés. Il serait possible d’accueillir de la même manière que les Ukrainiens aujourd’hui tous ceux qui fuient la guerre et la misère, en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie. C’est la responsabilité de l’impérialisme, fauteur

de guerre partout dans le monde, si du Mali au Yémen les guerres économiques se prolongent par des guerres avec la peau de peuples.

La situation en Ukraine montre encore une fois que le capitalisme porte en lui la guerre et que la situation peut basculer très vite. Cela donne un caractère d’urgence à la constitution du camp des travailleurs comme une force politique et à la constitution d’un parti communiste révolutionnaire.

Les travailleurs doivent se préparer, non seulement à se défendre, à réclamer des hausses de salaires et des améliorations de conditions de vie, mais à exercer eux-mêmes le pouvoir et à réorganiser la société.

Pour Jean-Pierre, plus que jamais, l’alternative posée est celle-ci: socialisme ou barbarie.

Communiste, révolutionnaire, internationaliste !

Éditions les Bons Caractères 204 pages – 10 euros

Disponible auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères: www.lesbonscaracteres.com



À nos lecteurs

En cette période de campagne électorale, les affiches fleurissent et c’est bien normal. Rappelons cependant que nous demandons à tous nos camarades, militants et sympathisants, de respecter les interdictions d’afficher. Merci à tous!

Meeting central de Nathalie Arthaud

Dimanche 3 avril à 15 heures au Zénith Paris-La Villette



Départs collectifs organisés en région. Liste disponible sur le site nathalie-arthaud.info

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Rennes

Vendredi 25 mars à 20h30

Salle de la Cité
10, rue Saint-Louis

Fête de Saint-Nazaire

Samedi 26 mars de 16 heures à 24 heures

Alvéole 12
Base sous-marine

Lyon

Vendredi 1^{er} avril à 19 heures

Salle Joliot-Curie
68, bd Irène-Joliot-Curie à Vénissieux

Lille

Mercredi 6 avril à 19h30

Le Chapitô
Parc Gustave-Engrand
208, rue Faidherbe à Hellèmes

Rouen

Vendredi 8 avril à 19 heures

Salle de l’hôtel Mercure
12 bis, rue Aristide-Briand



avec Jean-Pierre Mercier

Caen

Jeudi 24 mars à 19 heures

Centre de congrès
13, rue Albert-Sorel

Banquet

Cergy

Samedi 26 mars à partir de 17h30

MJC du Village
Place de Verdun

Retrouvez la campagne sur le site

www.nathalie-arthaud.info



Le prologue d'une guerre généralisée ?

L'objectif initial de Poutine était de faire s'écrouler par une guerre éclair de quelques jours le régime ukrainien corrompu et pro-occidental. C'est raté. La guerre est dans sa quatrième semaine, et la phase où l'armée russe prétendait ne cibler que des objectifs militaires, des centres de communications, des aéroports est terminée. Il s'agit aujourd'hui de bombardements massifs qui ont transformé Marioupol, Kharkiv en champs de ruines évoquant la Deuxième Guerre mondiale.

Dans la capacité de l'armée ukrainienne à résister à une armée russe supérieure en nombre et mieux équipée, il y a évidemment le fait que, dans cette guerre avec la Russie commencée en réalité il y a huit ans déjà autour du Donbass, l'armée ukrainienne et les milices d'extrême droite qui la suppléent bénéficient du soutien des puissances impérialistes, les États-Unis en particulier, en armes, en conseillers, en financements.

Même si l'Ukraine ne fait pas partie officiellement de l'OTAN, le régime qui la dirige a choisi depuis qu'il est en place de faire partie du camp impérialiste dirigé par les États-Unis.

Invoquer à ce propos le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour nier la participation officieuse, sinon déclarée, de l'OTAN dans cette guerre, est une escroquerie. Comme l'est le fait d'invoquer le combat de la démocratie contre un régime dictatorial.

Poutine est incontestablement un dictateur, représentant en chef de la classe privilégiée russe, de la bureaucratie et des oligarques milliardaires qui en sont issus.

C'est une dictature avant tout contre la classe exploitée, maintenue dans la pauvreté pour assurer les privilèges des bureaucrates et des oligarques, mais aussi, de plus en plus, au profit des grandes entreprises de l'Occident impérialiste, en particulier françaises, les Total, Auchan, Renault et quelques autres.

L'autoritarisme croissant de Poutine, son ambition, à l'intérieur même de la Russie, de rétablir la verticale du pouvoir et, vers l'extérieur, celle de réagir à l'encerclement croissant du pays par l'OTAN expriment la réaction de la bureaucratie à la décomposition de l'ancienne URSS au temps de Eltsine.

Dictature sur la classe ouvrière russe et mépris des peuples

Les fournitures d'armes occidentales n'expliquent cependant pas tout de la capacité de l'État ukrainien de tenir tête à l'armée russe. S'y ajoute l'erreur fondamentale, sociale, de Poutine et de ses généraux de mépriser les sentiments d'aspiration nationale des peuples, surtout lorsqu'ils s'expriment d'une façon d'autant plus confuse qu'il s'agit de deux peuples frères, largement entremêlés.

Lors de l'invasion de l'Ukraine, l'armée de la bureaucratie russe n'a pas été accueillie en libératrice. Au fil des jours, le caractère de plus en plus barbare des bombardements ne visant plus seulement des objectifs initiaux, mais de plus en plus la population, n'ont pu que renforcer l'horreur, sinon forcément la volonté de résistance d'une bonne partie du peuple ukrainien, sa composante russophone comprise.

En dénonçant la politique des bolchéviques du temps de Lénine, qui avaient su unir dans un même combat les travailleurs russes et ceux de toutes les nations opprimées auparavant par la monarchie tsariste, à commencer par l'Ukraine, et en prenant pour modèle la politique brutale de Staline en matière de droits des nations, Poutine a renforcé le crédit de l'OTAN, tout



Immeuble bombardé à Svyatoshyno, près de Kiev.

en poussant la population ukrainienne dans les bras de l'extrême droite nationaliste.

Il y a un autre aspect qui renforce l'OTAN : la guerre, en se prolongeant, amène les gouvernements des États issus de la dislocation de l'URSS à prendre leurs distances. Il ne s'agit pas seulement de la Géorgie ou de la Moldavie, dont les dirigeants aspirent à rejoindre le camp occidental, mais aussi de pays dont les dirigeants sont les mieux disposés à l'égard de Moscou, comme le Kazakhstan ou l'Ouzbékistan. Sans être aussi complices de Poutine que Loukatchenko en Biélorussie, les dirigeants de ces deux pays de « l'étranger proche » étaient jusqu'à présent plus ou moins associés à la Russie politiquement, diplomatiquement, mais aussi sur le plan économique. C'est en train de changer.

L'invasion oblige les dirigeants de ces États à choisir entre les deux pays en guerre. Et, au lieu de s'aligner, ils lorgnent de plus en plus vers l'Occident et tiennent à l'affirmer. Le satrape de Moscou a dû particulièrement apprécier l'infidélité de ses semblables du Kazakhstan dont il venait, tout récemment, de sauver la mise en intervenant pour mater leur classe

ouvrière en révolte contre les hausses de prix des carburants et le régime qui les avait décidées.

Il n'est pas difficile de deviner l'intensité de l'activité diplomatique que déploient en ce moment les puissances impérialistes dans tous les États issus de la décomposition de l'URSS, doublée de l'activité de lobbying des trusts occidentaux implantés dans ces États...

Avant les guerres futures, consolider les alliances

L'offensive russe contre l'Ukraine participe à la mise en place du système d'alliances pour la future généralisation de la guerre. C'est avec la même préoccupation que les États-Unis manient la carotte et le bâton pour décourager la Chine de trop lier son avenir à la Russie.

Malgré la brutalité des bombardements, les négociations continuent entre les représentants des deux camps. Les deux parties prenantes dans cette guerre, les bureaucrates et les oligarques russes et ceux de l'Ukraine soutenue par les puissances impérialistes, trouveront peut-être un compromis qui permette aux deux camps de prétendre n'avoir pas perdu et ainsi de garder la face

Zelensky serait prêt, paraît-il, à faire son deuil de la Crimée et de tout ou partie du Donbass. Poutine pourrait masquer alors son échec à mettre en place à Kiev un gouvernement prorusse, mais il dévoilerait par là-même face aux états-majors de l'OTAN les limites de sa puissance militaire. Un échec qui pourrait lui coûter sa place de chef de la bureaucratie et des oligarques milliardaires.

On ne sait pas sur quel compromis pourraient aboutir les tractations en cours. Ce

qui les rend vraisemblables, c'est que les dirigeants des deux États, tout en se menant la guerre avec la peau de leurs peuples, sont profondément complices contre leurs exploités respectifs. Et la guerre, à cette étape de la crise économique, n'arrange pas forcément les affaires des trusts impérialistes, ni des oligarques russes comme ukrainiens auxquels ils sont liés par mille liens.

Même si un cessez-le-feu intervenait à brève échéance, il y aura eu le prix payé par les classes populaires. Morts, exil, destructions en Ukraine. Effondrement économique en Russie, aggravé par les sanctions. Deux peuples frères de plus en plus séparés par un fleuve de sang.

Vers une guerre généralisée ?

Il n'y a pas aujourd'hui un mécanisme économique-politique qui pousse inévitablement à la généralisation de la guerre du même type que ce qui a précédé la Deuxième Guerre mondiale, et même dans une certaine mesure la Première Guerre mondiale (un impérialisme coincé par ses concurrents et étouffant faute d'espace vital).

Mais on est déjà au-delà de l'affirmation si juste mais abstraite de Jean Jaurès : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.* »

La guerre en Ukraine sera peut-être considérée par les historiens du futur comme une des étapes préparatoires d'une guerre généralisée à venir. Un peu comme ce qu'ont été avant la Deuxième Guerre mondiale l'invasion de l'Éthiopie par les troupes de Mussolini ou celle de la Mandchourie par l'armée de l'Empire du Japon, avec la course à l'armement, les mercenaires préparant le



Déchargement de chars américains en Lituanie, en 2019. Un réarmement accéléré par la guerre du Donbass.

terrain, la manipulation de l'opinion publique, l'embrièvement de la population, les massacres de masse.

L'interpénétration de la situation de crise et des préoccupations guerrières des uns et des autres est susceptible de provoquer un « processus autoréalisateur ». C'est-à-dire que la guerre, en aggravant la crise, en bouleversant les rapports de force, en soulignant les contradictions entre les puissances impérialistes elles-mêmes, pousse à un mécanisme conduisant à la guerre généralisée. Il ne faut pas raisonner uniquement en fonction de ce qui s'est passé lors de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale. D'ailleurs, les deux n'étaient identiques qu'en ceci : elles ont concrétisé la barbarie vers laquelle évolue l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme pourrissant.

Pour le moment, le camp impérialiste, représenté par son organisme militaire, l'OTAN, dominé par les États-Unis, prend moult précautions pour pouvoir affirmer qu'il n'est pas en guerre, tout en renforçant son dispositif d'encerclement tantôt de la Russie, tantôt de la Chine.

On peut entrevoir plusieurs cheminements possibles, les uns à l'initiative de Poutine qui, coincé par l'insuccès de la guerre éclair qu'il avait espérée avec l'accord des sommets de la bureaucratie, pourrait essayer de donner le change en Moldavie, en Géorgie ou ailleurs.

Quant à l'OTAN, tout en se gardant de passer pour l'agresseur, elle continue à livrer des armes à l'Ukraine en quantités croissantes, ce qui peut entraîner bien des dérapages.

Mais, encore une fois, c'est l'approfondissement de la crise, aggravée par le fait même de la guerre en cours, dans une économie archi-mondialisée, où tout le monde dépend de tout le monde, qui peut rendre la généralisation de la guerre inévitable

« Ne demande pas pour qui sonne le glas, il sonne pour toi. » Il en sera ainsi tant que le prolétariat n'aura pas détruit le capitalisme, la propriété privée des moyens de production, la concurrence, c'est-à-dire la guerre économique qui porte en elle la guerre tout court.

Georges Kaldy



Appel à la mobilisation générale en septembre 1939, en France.

Deux brochures sur l'Ukraine

- Il y a sept ans, le 6 mars 2015, lors d'un Cercle Léon Trotsky, Lutte ouvrière analysait le conflit dans lequel était déjà plongée l'Ukraine.

L'exposé a été publié sous le titre :

Un quart de siècle après l'éclatement de l'URSS, le peuple ukrainien victime des rivalités entre l'impérialisme et la Russie de Poutine.

On peut le consulter sur notre site : <https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l>

Pour le commander, envoyer deux timbres à 1,43 euros.

- *La question ukrainienne* de Léon Trotsky.

Prix : 1 euro – envoi contre deux timbres à 1,43 euro.

Des armes qui coûteront cher au peuple ukrainien



Soldat ukrainien à Kharkiv, en février 2022.

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine par Poutine, les États-Unis et l'OTAN n'ont pas été avares pour livrer des armes à l'Ukraine. Il ne se passe pas une semaine sans qu'une nouvelle enveloppe budgétaire ne soit décidée en faveur de l'État ukrainien.

Moins de quarante-huit heures après l'invasion russe, un stock d'une bonne dizaine de milliers de missiles antiaériens ou antichars, Stinger ou Javelin, stockés sur les bases américaines en Allemagne, a été expédié en Ukraine via la Pologne. Depuis huit ans, la guerre au Donbass a en effet déjà permis de former les militaires et les miliciens ukrainiens au maniement de ces armes. Le 10 mars, le Congrès américain adoptait un budget de 14 milliards de dollars en faveur de l'Ukraine, pour financer des opérations humanitaires mais surtout la fourniture d'armes. Le 16 mars, Biden annonçait une rallonge d'un milliard pour « aider l'Ukraine à se doter de systèmes de défense antiaérienne supplémentaires et de plus longue portée », en particulier des drones, aussi

efficaces que coûteux. De son côté, l'Union européenne a autorisé le prélèvement de 450 millions d'euros puis finalement d'un milliard sur son budget communautaire pour mutualiser le coût des armes que les pays européens envoient à l'Ukraine.

Ces annonces récurrentes ont bien sûr un objectif politique : elles permettent aux dirigeants occidentaux de montrer qu'ils soutiennent totalement Zelensky et la résistance de l'Ukraine, au nom de la défense du droit des peuples, sans entrer frontalement en guerre contre la Russie. Mais les livraisons d'armes sont réelles et massives. Elles montrent que les dirigeants des États-Unis et de l'OTAN font la guerre à Poutine par le peuple ukrainien interposé. Ils fournissent les armes et les Ukrainiens les combattants

et les morts. Le fait que ces livraisons d'armes sont demandées par Zelensky et approuvées par beaucoup d'Ukrainiens qui subissent les tirs mortels et les destructions de l'armée russe n'y change rien.

L'invasion russe n'a pas fait disparaître les classes sociales ni leurs divergences d'intérêt. Zelensky a été porté au pouvoir par les oligarques qui pillent le pays depuis des décennies et la guerre renforce l'armée et les milices territoriales, encadrées par des ultranationalistes d'extrême droite comme ceux du bataillon Azov. Quelle que soit l'issue de cette guerre en cours, les travailleurs d'Ukraine paieront lourdement la transformation de leur pays en bras armé des puissances impérialistes face au dictateur Poutine.

Les impérialistes ne sont jamais venus au secours de quelque peuple que ce soit pour permettre son émancipation. Sans remonter très loin dans le temps, les Irakiens, les Libyens ou les Afghans l'ont cruellement appris à leurs dépens. Les Ukrainiens ne sont même pas à l'abri d'un brusque retournement de leurs parrains occidentaux, capables, s'ils obtiennent un accord gagnant avec Poutine, de les sacrifier après les avoir encouragés à résister. C'est le triste sort qu'ont subi entre autres les Kurdes de Syrie, livrés à l'armée turque après avoir contribué à reconquérir Mossoul pour le compte de la coalition occidentale.

Xavier Lachau

Réfugiés : deux poids, deux mesures

L'Union européenne (UE) a heureusement ouvert ses portes aux Ukrainiens qui fuient la guerre, ce qu'elle n'a pas fait pour les Syriens, les Irakiens ou les Afghans. Mais pour certains réfugiés en provenance d'Ukraine, les choses sont plus compliquées.

C'est par exemple le cas pour des étudiants originaires du Maghreb et d'Afrique qui vivaient en Ukraine et arrivent aujourd'hui dans l'Union européenne. Un certain nombre d'entre eux se dirigent vers la France, où ils ont des proches ou dont ils parlent la langue. La droite et l'extrême droite

se sont emparées de la nouvelle pour s'opposer à leur accueil et l'UE et les autorités françaises exaucent leurs vœux. Une instruction gouvernementale française du 10 mars exclut ainsi de l'asile les « ressortissants de pays tiers qui sont en mesure de regagner leur pays d'origine dans des conditions sûres et

durables ». Par exemple, la Côte d'Ivoire étant considéré comme telle, les Ivoiriens qui arrivent d'Ukraine en France sont expulsables.

Parmi ceux qui fuient les bombes et les horreurs de la guerre en Ukraine, il y aurait donc des réfugiés qu'il faudrait accueillir, et d'autres qu'il faudrait chasser. En matière d'inhumanité vis-à-vis des migrants, l'imagination des gouvernements n'a pas de limite.

Michel Bondelet

Russie: Poutine, sa guerre et ses "traîtres"

Si Poutine comptait sur une victoire éclair en Ukraine, il en est pour ses frais. Un mois après le début de la guerre, son armée piétine, les deux principales villes de pays, Kiev et Kharkiv, résistent et le président ukrainien répète qu'il ne se rendra pas.

Mais « l'opération spéciale se déroule avec succès, strictement selon les plans établis à l'avance », a prétendu Poutine à la télévision, le 16 mars, comme s'il répondait à qui en douterait. À entendre le chef du Kremlin, les sceptiques ne manqueraient pas, même en haut lieu. Une bonne partie de son discours a consisté, en les opposant « aux vrais patriotes », à menacer de ses foudres et traiter de tous les noms « la racaille, les traîtres [qu'il faut] recracher comme un moucheron qui aurait

accidentellement atterri dans (votre) bouche ».

Même s'il a tenu à préciser: « Je ne juge pas ceux qui ont une villa à Miami ou sur la Riviera française, qui ne peuvent pas se passer de foie gras ou d'huîtres », tout le monde a compris de qui il parlait. Il s'agit des oligarques, ou de certains de ces magnats du monde des affaires russe qui se sont enrichis avec l'aide du pouvoir. Ces gens, dit Poutine, se voient comme « appartenant à une caste supérieure », ils seraient « prêts à vendre la mère patrie ».

On présente les affairistes visés comme « les oligarques de Poutine ». Mais si cela a été vrai, ce n'est peut-être plus aussi conforme à la réalité quand Poutine déclare, avec un vocabulaire quasi stalinien, qu'il faudrait en « purifier la société, ce qui ne fera que renforcer le pays ».

Un foie gras au goût amer

Il faut croire qu'avec les sanctions occidentales qui frappent 700 oligarques, plus les membres de leur famille, ceux-ci trouvent moins de charme, sinon au régime, du moins aux effets de sa politique. À quoi leur sert d'avoir pu s'offrir un yacht, une villa sur la Côte d'Azur, un appartement à New York avec ce qu'ils volent à la population russe si, se voyant interdire de voyager, ils ne peuvent plus y aller déguster du foie gras et des huîtres? Ou si leurs comptes dans des banques occidentales sont bloqués, voire, pour les plus riches, s'ils ne peuvent plus vendre un club de foot prestigieux comme celui de Chelsea parce que tous leurs avoirs sont bloqués? Et il y a les effets des sanctions sur la marche de leurs affaires en Russie même.

Ces désagréments ont débuté avec l'annexion de la Crimée par Poutine en 2014. Huit ans de sanctions, d'interdictions de visa, de ratés dans une vie de grand luxe, cela fait déjà long. La pression augmentant encore, certains ont pris le parti de filer à l'anglaise. Ce n'est pas seulement à Londres, où beaucoup d'oligarques russes (et ukrainiens) vivent une bonne partie du temps à

deux pas de ce haut lieu de la spéculation mondiale qu'est la City, mais aussi à Dubaï. C'est vers cette place réputée de la finance offshore qu'ont filé de nombreux jets privés russes ces derniers temps.

Le 28 février, un des oligarques les plus en vue, le « roi de l'aluminium » Oleg Deripaska, a dénoncé sur tweeter le « capitalisme d'État » en Russie, ce qui signifie pour lui la tutelle de la bureaucratie sur le monde des affaires, et réclamé « une autre gestion pour la crise ». En clair, il voudrait une autre politique que celle de Poutine. Deux semaines plus tard, on constate que Deripaska n'est peut-être pas seul de son espèce à penser que le monde russe des affaires pourrait se passer désormais du mode de gouvernement actuel, et de celui qui l'incarne. Il est vrai qu'il n'y a nul moyen de savoir s'il s'agit de plus que d'un état d'âme, ni si cette grogne pourrait se manifester autrement que sous forme d'une prise de distance, géographique et prudente.

Des bureaucrates au soutien conditionnel?

On peut aussi se demander si, dans les hautes sphères de la bureaucratie, l'autorité de son chef reste intacte après ses insuccès en Ukraine. Depuis vingt ans, des millions de bureaucrates se sont reconnus en Poutine. En restaurant un État fort, il a conforté leur position, leurs privilèges et leurs revenus après la décennie de chaos qui avait suivi la fin de l'Union soviétique en 1991. Mais Poutine n'a pas de blanc-seing à vie pour tout

ce qu'il entreprend; pas plus en tout cas que n'en avait son lointain prédécesseur, Khrouchtchev. Ce dernier, ayant engagé le pays dans un bras de fer avec l'Amérique en 1962 dans ce qu'on appela la crise des missiles de Cuba, dut finalement reculer. Ses pairs de la haute bureaucratie ne le lui pardonnèrent pas: deux ans plus tard, ils le lui firent payer en le renversant.

Le 21 février, quand, prélude à l'invasion de l'Ukraine, Poutine a reconnu l'indépendance des républiques pro-russes du Donbass, il avait pris soin de réunir les principaux dirigeants russes, les membres du Conseil de sécurité, et de demander que chacun approuve sa décision devant les caméras de télévision. Il voulait prouver à la population, mais aussi aux bureaucrates et aux oligarques, qu'il avait l'aval de tous ceux qui gouvernent le pays. Mais il y eut un couac, le chef du renseignement extérieur se montra si réticent que Poutine le reprit en public.

Le fait que deux hauts responsables du même renseignement extérieur viennent d'être arrêtés indique-t-il que, pour lancer sa guerre, Poutine n'avait pas forcément le soutien de certains piliers du régime, même au sein de l'ex-KGB dont il est issu et qui reste la force principale sur laquelle il s'appuie pour réprimer toute forme d'opposition? En tout cas, plus la guerre dure et plus ce soutien risque de lui faire défaut.

Pierre Laffitte

REUTERS



L'oligarque Evgueni Prigojine et Poutine en 2019.

États-Unis : des opposants russes bloqués à la frontière

Un petit nombre d'Ukrainiens fuyant la guerre veulent se réfugier aux États-Unis, où ils ont de la famille. Ceux qui passent par le Mexique doivent franchir la frontière américano-mexicaine, toujours verrouillée, notamment par le mur construit sous Donald Trump.

Depuis le 11 mars, une mesure temporaire a été prise qui permet aux Ukrainiens qui souhaitent entrer dans le pays de le faire, mais il n'en est pas de même des Russes arrivés en même temps qu'eux. Eux aussi fuient pourtant cette guerre, ont souvent

pris le risque de manifester contre Poutine ou refusé de s'enrôler dans son armée. Ils restent cependant bloqués du côté mexicain du mur, avec les dizaines de milliers de Latino-Américains qui fuient le règne des gangs dans leur pays, les destructions causées

par le tremblement de terre en Haïti, les régimes dictatoriaux et la misère.

Comme en Europe, où les gouvernements ferment les frontières aux Africains, aux Syriens ou aux Afghans, les États-Unis pratiquent le deux poids deux mesures. Un mur sépare les réfugiés venant d'un pays allié et les migrants déclarés indésirables. Aujourd'hui, même les opposants russes à Poutine se retrouvent rangés dans cette seconde catégorie.

Daniel Mescla



Réfugiés russes à la frontière mexicaine.

REUTERS

19 mars 1962: les accords d'Évian et l'indépendance de l'Algérie

Le 19 mars 1962, les accords d'Évian décidaient un cessez-le-feu entre l'armée française et les troupes de l'Armée de libération nationale du FLN algérien, après huit ans de guerre et cent-trente-deux ans de colonisation.

Cette première étape vers l'indépendance ouvrait un espoir pour tout le peuple algérien et constituait un soulagement pour les jeunes appelés du contingent envoyés en Algérie.

Tout comme Poutine en Russie aujourd'hui, les dirigeants français de gauche ou de droite qui s'étaient succédé bannissaient l'usage du mot « guerre ». Un million et demi de jeunes appelés avaient été envoyés en Algérie pour mener des « opérations de pacification ». Derrière ces mensonges, la réalité de la guerre était féroce. Les bombardements, la torture et les viols ne réussirent pas à faire plier le peuple algérien. Au contraire, ces exactions ne firent que renforcer son soutien au FLN, exprimé massivement lors des manifestations de décembre 1960 à Alger et du 17 octobre 1961 à Paris.

De Gaulle veut conserver le pétrole

En mai 1961, de Gaulle, président de la République, entama des négociations

avec le FLN. Bien que porté au pouvoir en 1958 par les militaires et les partisans de l'Algérie française, son objectif était de mettre un terme à cette guerre coloniale coûteuse et sans issue sur le plan militaire. Il s'agissait de préserver au mieux les intérêts de l'impérialisme français dans une future Algérie indépendante. Ces intérêts passaient alors par le Sahara, que la France entendait conserver. Cet immense territoire riche en gaz et en pétrole constituait un enjeu stratégique majeur, avec ses bases militaires où s'effectuaient toutes sortes d'expérimentations chimiques, bactériologiques et nucléaires. Le FLN rejeta fermement le projet d'une Algérie amputée du Sahara, ainsi que celui de former une enclave européenne dans le nord du pays.

En même temps qu'il négociait, De Gaulle intensifiait la guerre. Les bombardements au napalm, les ratissages avaient décimé les rangs des maquisards. Le déplacement et

l'internement de deux millions de villageois dans des camps isolaient et privaient les combattants algériens d'un soutien essentiel.

C'est dans ce contexte militaire que furent finalement signés les accords d'Évian qui, tout en accordant l'indépendance, voulaient garder le pays sous la dépendance économique de la France. Celle-ci gardait le contrôle de l'exploitation des hydrocarbures et des richesses minières, et conservait des bases militaires, dont des bases d'essais nucléaires au Sahara.

L'OAS pousse les Pieds-Noirs à l'exode

L'espoir d'une fin rapide et définitive des tensions fut de courte durée. Des chefs militaires partisans de l'Algérie française considéraient ces accords d'Évian comme une trahison. Regroupés au sein de l'OAS (Organisation armée secrète), ils passèrent à l'action dès le 20 mars 1962, pratiquant la politique de la terre brûlée. Par une série d'attentats d'ampleur dans les villes d'Algérie, leurs commandos semèrent la terreur, blessant et tuant des milliers d'Algériens mais aussi des militaires français.

Ce bain de sang organisé

par l'OAS avait pour but de rendre impossible toute réconciliation et vie commune entre Algériens et Pieds-Noirs, les Français d'Algérie. L'OAS précipita l'exode massif de 80% de ces derniers, soit 650 000 personnes, ouvriers, employés, petites gens dans leur écrasante majorité. Le bilan de la guerre était effroyable : sur près de neuf millions d'habitants que comptait l'Algérie, au moins 500 000 civils algériens auraient péri. Il fallut encore quatre mois avant que l'indépendance, fixée au 5 juillet 1962, soit effective.

Soixante ans après, des commémorations ont lieu de part et d'autre de la Méditerranée. L'indépendance chèrement acquise a permis à tout un peuple de retrouver sa dignité. En Algérie, le pouvoir continue à se servir de la guerre d'indépendance pour se légitimer. Or, même si la victoire contre l'ancienne puissance coloniale représente encore une fierté, les classes populaires rejettent massivement le système politique qui s'est installé. Elles l'ont exprimé en 2019, lors du Hirak, ce mouvement populaire qui a secoué le pays. Le pouvoir auquel elles se



En 1957, visite de De Gaulle aux puits de pétrole de Hassi Messaoud.

heurtent, celui de la bourgeoisie algérienne, est aussi un rouage de l'ordre impérialiste.

En France, dans les commémorations officielles, Macron prétend œuvrer à la réconciliation. Mais si le temps des colonies est fini, l'impérialisme français n'a jamais cessé d'exercer sa domination dans ses ex-colonies, au profit des grands groupes capitalistes français. Les travailleurs conscients doivent le dénoncer haut et fort et s'organiser pour abattre cet ordre impérialiste qui continue, sous d'autres formes ou sous les mêmes, à exploiter les peuples et à multiplier les conflits.

Leïla Wahda

1999: l'OTAN bombarde Belgrade

Au début de la guerre en Ukraine, les médias ont répété en boucle qu'il s'agissait de la première guerre en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et que l'OTAN était un instrument de paix.

Pourtant, le 24 mars 1999, ce furent bien des avions de l'OTAN qui commencèrent à bombarder la Serbie, le Monténégro et le Kosovo, ce qui restait alors de la fédération yougoslave dont l'éclatement avait commencé neuf ans auparavant. Ces bombardements durèrent soixante-dix-huit jours. Des centaines de civils furent tués, des centaines de milliers durent fuir les bombes et se réfugier dans les pays limitrophes. Les dégâts matériels furent considérables en Serbie, et d'abord à Belgrade. Des bâtiments officiels, des ponts, des centrales électriques, des

usines furent détruits.

L'OTAN justifia ces bombardements par la nécessité de protéger les populations de la « purification ethnique » organisée par le régime de Milosevic au Kosovo, une des provinces de l'ex-Yougoslavie située au nord de l'Albanie. Des exactions, le régime de Milosevic en avait commises pourtant durant des années. Depuis 1987, il s'appuyait sur le nationalisme serbe pour affirmer son pouvoir, notamment au détriment de la population albanophone. Se faisant le défenseur d'une Grande-Serbie, il ne cessa de d'attiser les antagonismes

nationaux. Le peuple yougoslave, qui durant des décennies avait pourtant vécu dans un même ensemble, fut ainsi entraîné dans la guerre par cette surenchère nationaliste, partagée par d'autres dirigeants animés de la même soif de pouvoir que le dirigeant serbe.

Les dirigeants des pays impérialistes, américain et européens, ne trouvèrent alors rien à redire à ses agissements criminels qui ouvraient la voie à l'épuration ethnique. S'ils changèrent d'avis, ce ne fut pas dans l'intérêt des populations. Leur seul objectif était de s'assurer qu'ils pourraient continuer à contrôler cette région des Balkans. La prétendue intervention humanitaire de l'OTAN porta de l'eau au moulin

des nationalistes et paramilitaires soutiens de Milosevic. Pour faire oublier leur responsabilité dans les

guerres, les dirigeants impérialistes servent toujours les mêmes mensonges.

Aline Retesse



L'immeuble de la Radiotélévision serbe à Belgrade bombardé par l'OTAN en mars 1999.

Stellantis : Carlos Tavares, roi de l'esbrouffe

Le 23 février, Carlos Tavares, le PDG de Stellantis (ex PSA) annonçait en grande pompe l'attribution d'une prime d'intéressement de 4 000 euros pour les salariés des usines en France.

Un moyen de se faire une bonne publicité pour pas cher, vu que la réalité s'est révélée largement en dessous de l'annonce.

Les patrons, depuis des années, utilisent les primes d'intéressement pour faire diversion et éviter de céder des augmentations de salaire. En même temps, tous les salariés savent que ces primes, quel que soit leur montant, comportent bien des feintes. Ils savent aussi que personne ne touche le montant des primes

annoncées par le PDG dans les médias. Cette année n'a pas dérogé à la règle.

Le patron, bien entendu, parlait en brut et non en net. Ainsi, des 4 000 euros annoncés, il faut soustraire la CSG et la CRDS. On tombe à 3 610 euros net. Mais c'est pour 100 % de présence, c'est-à-dire pour un salarié qui n'aurait jamais été malade, jamais absent. Avec la pandémie, autant dire que personne ne rentre dans les critères.

C'est ainsi que le 14

mars dernier, les salariés du groupe ont pu avoir confirmation de ce dont ils se doutaient: la prime tournait bien en dessous des 3 610 euros.

Carlos Tavares s'est moins étendu sur son salaire, qui a fait un bond à 52 000 euros... par jour, samedis et dimanches compris.

Alors que Stellantis a fait 13,4 milliards d'euros de bénéfice en 2021, on imagine ce que les actionnaires comme les familles Peugeot et Agnelli doivent se mettre dans la poche. De quoi financer des augmentations de salaire de plusieurs centaines d'euros.

Correspondant LO



Rassemblement à la Sovab en 2019.

Renault-Sovab - Batilly : de crise en crise

Après la crise sanitaire, la crise des semi-conducteurs a paralysé des semaines durant la production de l'usine Renault de Batilly, près de Metz.

L'usine, qui produit 750 fourgons Master de Renault tous les jours, a connu déjà trois semaines d'arrêt pendant la période de Noël, dont une semaine de chômage en janvier. Depuis le 21 mars, elle est de nouveau en arrêt pour deux semaines, toujours à cause de la pénurie de semi-conducteurs et notamment de calculateurs. Mais la guerre en Ukraine ajoute de la crise à la crise. Ainsi, un sous-traitant ukrainien n'arrive plus à fournir un composant pour le Master. Du coup la production est bloquée, et des milliers de véhicules sont sur les parcs avec des pièces manquantes. Ce sont les travailleurs qui en subissent les conséquences.

Pour les 1 740 salariés Renault, par suite d'un accord qui date du premier

confinement, le salaire est maintenu... au prix d'un hold-up sur les congés. En gros, 70 % du salaire est pris en charge par l'État - merci nos impôts! - 10 % seulement par Renault et 20 % en prélevant sur les congés et en vidant les différents «compteurs temps».

Les intérimaires sont près de mille et représentent la moitié des ouvriers de production. Beaucoup voient leur mission s'interrompre, certains touchent le chômage partiel. Pour tous, c'est en tout cas des pertes nettes sur la paye. Avec la précarité et les pertes de revenus, c'est la double peine.

Depuis deux ans, ces à-coups de production se multiplient alors que les commandes pleuvent et que l'usine n'est pas en capacité de les fournir. Par

conséquent, c'est soit chômage, soit travail à des rythmes infernaux, tellement pénibles que les intérimaires ne restent pas et que le turnover dans l'usine est énorme.

Le manque de Master est tel que la direction fait travailler en tôlerie même la nuit du dimanche au lundi. Mais, attention, pour ne pas payer les heures du dimanche majorées de nuit (soit à 125 %) elle demande aux travailleurs de venir à 0 heure le lundi jusqu'à 5h20, l'embauche de l'équipe de matin. Elle veut des fourgons, mais surtout payer le moins possible.

Par ailleurs, elle se vante dans la presse régionale qu'elle a prévu d'embaucher... 50 CDI! Alors que le précédent plan de 80 embauches en CDI n'a pas été tenu et qu'il y a 980 emplois précaires dans l'usine. Il n'y a vraiment pas de quoi en faire des tonnes!

Correspondant LO

Stellantis - Rennes-la-Janais : pénurie de salaires

Jeudi 24 mars la production des Citroën C5 Aircross et Peugeot 5 008 reprend après près de cinq semaines d'arrêt.

C'est la pénurie des semi-conducteurs qui a bloqué la production de voitures depuis le 21 février, sans lien avec la guerre en Ukraine, d'après la direction. Des arrêts aussi longs de l'usine pour ce motif ne s'étaient pas produits depuis de nombreux mois.

Dans le groupe Stellantis-PSA, ces nouvelles pénuries des approvisionnements en composants électroniques ont des conséquences différentes selon les usines. La direction fait le choix de faire tourner les usines qui lui rapportent le plus, celles où les marges sur les véhicules sont les plus importantes. C'est ainsi que certaines usines n'ont quasiment pas été stoppées

dans la même période. Tavares n'a bien entendu aucune considération pour les conséquences sur les salaires.

La mise en chômage partiel, payé à 84 % par les fonds publics, a des conséquences importantes sur les paies des 1 800 salariés en CDI, des 200 intérimaires et des centaines de travailleurs des sous-traitants. Ce sont quelques centaines d'euros qui vont manquer sur des paies déjà insuffisantes face à l'envolée des prix.

Un groupe comme Stellantis, qui vient de déclarer des profits de plus de 13 milliards d'euros, a largement les moyens de compenser les pertes de salaires.

Correspondant LO

Renault - Cléon : ne pas payer l'addition !

À l'usine Renault de Cléon, depuis septembre, les ateliers de production comme les services sont régulièrement au chômage partiel, en lien avec la pénurie mondiale de composants électroniques.

La direction a maintenant annoncé de nouvelles périodes de chômage. Selon elle, la cause serait toujours la pénurie de composants, mais aussi le fait qu'un des fournisseurs de Renault, spécialisé dans la fabrication d'un mécanisme lève-vitres, est installé en Ukraine.

Ces jours non travaillés sont payés par l'État mais également par les travailleurs! Les salariés

intérimaires, d'abord, ne sont payés qu'à 70 % durant ces périodes. Les embauchés, eux aussi, en sont de leur poche puisque la direction prend un jour sur les congés pour cinq jours de chômage.

Mais le plus fou est qu'entre deux périodes de chômage, durant les journées travaillées la chaîne tourne à fond.

L'année dernière, pendant laquelle le chômage a été important, Renault a dégagé 1 milliard de bénéfice. Cet argent qui vient des travailleurs doit servir à payer à 100 % tous ceux du site et à maintenir l'intégralité de leurs congés!

Correspondant LO

RATP : une générosité très publicitaire

À la suite de la SNCF, la RATP a annoncé la gratuité des transports pour les réfugiés ukrainiens.

Cette générosité sélective a choqué de nombreux salariés: les réfugiés qui fuient la Syrie, l'Afghanistan ou l'Afrique valent-ils moins que ceux qui arrivent d'Ukraine?

Mais en plus l'accès à cette gratuité s'accompagne d'une procédure tatillonne, avec relevé du numéro de la pièce d'identité, qui est

entré dans l'ordinateur. Tout ça pour se voir délivrer un ticket valable... une seule journée! Les réfugiés vont donc devoir recommencer chaque jour, et pour les agents de station c'est du travail en plus, inutile qui plus est.

Ce qui serait normal, ce serait la gratuité pour tous les réfugiés. En attendant, la RATP montre ce que vaut sa pseudo-générosité!

Correspondant LO

Airbus : débrayages pour les salaires

À Toulouse

Les négociations annuelles obligatoires sur les salaires ont lieu en ce moment à Airbus. Le groupe Airbus vient d'annoncer 4,2 milliards de bénéfices pour 2021 et les actionnaires vont en empocher 30 %, soit 1,21 milliard, mais la direction proposait des miettes dans le cadre d'un accord sur deux ans.

Le mécontentement est grand et, le 15 mars, à l'appel de la CGT et de la CFDT, des débrayages ont eu lieu sur les différents sites à Toulouse. Près de 800 travailleurs ont tenu à dire que ça n'allait pas.

À Airbus Opérations, dès 6h30 du matin, des travailleurs de la peinture, de la chaîne A330 se sont retrouvés au bâtiment Gramont 1 puis sont allés au bâtiment Gramont 2, rejoints par ceux du C40, le déchargement du Beluga. Au retour à Gramont 1, ceux de la chaîne A350 et du Delivery arrivaient, et tous ensemble les grévistes se sont dirigés vers le bâtiment de la direction à Saint-Martin, en passant par les chaînes A350 et A320. Là, des ouvriers de

l'usine Saint-Éloi les attendaient. Ils se sont retrouvés à plus de 150, malgré les pressions d'une partie de la maîtrise et même de certains syndicalistes. Sur le parcours et pendant le rassemblement, les discussions portaient sur la hausse des prix et ce qui a été perdu depuis plus de deux ans : il est temps d'y mettre un coup d'arrêt, voire plus si le nombre de grévistes est suffisamment important...

À Élancourt

Mardi 15 mars, les travailleurs se sont retrouvés à plus d'une centaine sur le rond-point devant l'usine d'Élancourt, dans les Yvelines, pour exiger une augmentation de salaire. Tous les prix explosent, les

Certains ont tenu à prolonger le mouvement et sont allés sur le rond-point La Crabe pour manifester.

Et si, dans les équipes de soirée, seuls les peintres étaient au rendez-vous, malgré leur petit nombre (50) ils ont tenu à faire partie du mouvement.

La plupart de ceux qui ont fait grève en sortent avec la fierté d'avoir relevé la tête et le sentiment général qu'il faudra revenir plus nombreux. Même s'ils n'ont concerné qu'un petit nombre de travailleurs par rapport à la taille d'Airbus, ces débrayages pour les salaires sont un avertissement pour les actionnaires et la direction à leur service.

Correspondant LO

salaires doivent exploser d'autant. À la fin du rassemblement, la majorité d'entre eux ont voté à main levée pour se retrouver à nouveau, encore plus nombreux. Ce n'est qu'un début...

Correspondant LO

À Nantes-Saint-Nazaire-Montoir

Mardi 15 mars, à l'appel à l'échelle nationale des syndicats CGT et CFDT, des débrayages pour les salaires ont eu lieu dans les usines Airbus de Loire-Atlantique.

En effet, ce que proposait la direction, dans le cadre des négociations salariales et pour les deux ans à venir, était nettement insuffisant : au départ 5,2 % tout compris, entre les augmentations générales (AG) et individuelles (AI), pour les deux ans à venir.

Les trois sites ont débrayé une heure par équipe

le mardi avec 200 grévistes à Nantes, 250 à Saint-Nazaire et 200 à Montoir, essentiellement en production. À Nantes, un nouveau débrayage a été voté pour le lendemain mercredi 16 avec un tour d'atelier le matin à 150 pour mettre l'ambiance et inciter à plus de mobilisation. À Saint-Nazaire et à Montoir, les débrayages

ont continué mercredi 16 et jeudi 17 mars, avec une opération usine morte le lendemain sur le site de Saint-Nazaire.

Si la pression des grévistes a incité la direction à augmenter ses propositions, 6,8 % sur 24 mois, cela reste loin du compte si l'on compare aux bénéfices record de l'année 2021 (4,2 milliards d'euros) et à ce que la direction s'apprête à verser aux actionnaires : 1, 2 milliard. De plus, avec 4 % en début d'année, qui peut prévoir ce que l'inflation sera en 2023 ? Pour beaucoup, ces chiffres sur deux ans sont une nouvelle arnaque, d'autant que, pour les augmentations individuelles, il y a beaucoup d'appelés mais peu d'élus.

Alors le compte n'y est toujours pas et ceux qui ont participé aux débrayages ont le sentiment qu'il faudra se remobiliser, à plus nombreux, ne serait-ce que pour maintenir la paie sur le taux de l'inflation.

Correspondant LO



Un Falcon emballé dans du papier toilette par les grévistes de Martignas.

Dassault Aviation : "pas de pognon, pas d'avion"

Espérant mettre fin au mouvement de grève partielle touchant la plupart des sites de production de Dassault Aviation depuis plus de trois mois, le PDG avait lâché un tout petit peu de lest sur les salaires, accordant 140 euros brut.

Afin de démontrer qui était le patron, Trappier présentait cette proposition d'augmentation de salaire comme étant à prendre ou à laisser, faute de quoi il reviendrait à ses propositions initiales, qui étaient inférieures. Eh bien, sur l'ensemble des sites de production, les travailleurs n'ont pas cédé à ce chantage ; ils n'avaient d'ailleurs pas grand-chose à perdre tant la proposition du PDG était dérisoire.

Lorsque les travailleurs constatent la différence entre l'inflation galopante qui s'installe et les salaires qui stagnent, c'est à chaque fois un peu plus de colère qui s'accumule. Et lorsqu'ils voient que les dividendes versés aux actionnaires ont doublé, ils n'ont absolument

pas envie de se débouter face à l'arrogance du clan Dassault. Premier bénéficiaire de la guerre en Ukraine avec les entreprises Dassault Aviation et Thales, il mène également la guerre sur les salaires, au nom du patronat dont il est, avec Trappier à sa tête, le chef de file dans la métallurgie.

Les travailleurs ont toutes les raisons de continuer à se battre pour 200 euros net au bas de la feuille de paie, certains en réclamant même 300. De leur côté, les syndicats CGT et CFDT accompagnent ceux qui sont déterminés à ne pas lâcher l'affaire : « Pas de pognon, pas d'avion » scandent-ils souvent. Une menace qui a toute sa légitimité.

Correspondant LO

Cafétéria Flunch - Thionville : mettre l'augmentation au menu

Samedi 19 mars, les salariés du restaurant Flunch du centre commercial Geric de Thionville étaient présents devant l'entrée avec leurs pancartes afin de protester contre la dégradation de leurs conditions de travail et des paies qui plafonnent autour de 1200 euros. Avec l'ancienneté et les problèmes de santé, le travail est plus pénible et toujours aussi peu rémunérateur.

Les travailleurs avaient confectionné pour l'occasion des pancartes

pour informer la clientèle, au grand désespoir de leur responsable, qui s'est retrouvé derrière les fourneaux à servir.

C'est la troisième fois qu'ils revendiquent, ils ont choisi un samedi cette fois pour se faire voir et entendre de tous. Avec la clientèle qui partageait souvent les mêmes problèmes et préoccupations et se montrait solidaire de leurs revendications, la discussion était plutôt facile.

Correspondant LO



Lors d'un précédent débrayage à Montoir.

Hôtel Park Hyatt Vendôme – Paris : il faut 20% d'augmentation !

Mardi 15 mars les femmes de chambre de l'équipe de jour de l'hôtel de luxe Park-Hyatt Vendôme, à Paris, ont fait grève pour réclamer 20% d'augmentation des salaires.

L'hôtel ayant refusé de les intégrer dans ses effectifs, elles sont employées par la société sous-traitante STN, qui compte au total 5000 salariés.

Pendant le confinement, en chômage partiel, elles avaient perdu 16% du salaire net, les tickets restaurant, la carte Navigo, soit de 300 à 500 euros par mois. De plus, le patron de STN, sans respecter les accords d'entreprise, avait supprimé la prime de fin d'année

en 2020 et 2021. Les salariés l'ont d'ailleurs attaqué à ce sujet.

Lors des dernières négociations, la proposition des dirigeants de STN a été d'augmenter les salaires de 0,5%, alors qu'ils viennent de renégocier une augmentation de 5% de leur contrat avec l'hôtel. Depuis 2017, les salaires n'ont pas bougé, cette annonce de 0,5% a donc suscité l'indignation, et une grève surprise a été décidée dès le redémarrage

de l'activité.

Toute l'équipe est donc descendue pour un débrayage de deux heures qui a finalement continué toute la journée, provoquant aussitôt la panique de la direction. Tous ses services étaient mobilisés et même les deux fils des patrons de STN (l'un directeur financier, l'autre inspecteur d'exploitation) ont été réquisitionnés pour faire les lits.

L'après-midi, les patrons de STN sont arrivés, et là, tout y est passé pour faire pleurer sur leur sort : des conséquences du Covid – crise d'après eux très bien gérée par Macron – à



la guerre en Ukraine ! Ils ont prétendu ne pas pouvoir donner de réponse aux revendications avant deux semaines mais se sont engagés à payer la journée de grève. Les femmes de chambre, à juste titre méfiantes, ont prévu de se réunir en semaine pour

envisager la suite du mouvement. Les directions du palace et de STN craignent d'avoir à faire avec la détermination de ces femmes. Le souvenir de la grève de 87 jours qu'elles ont menée en 2018 est encore dans toutes les mémoires.

Correspondant LO

Médico-social – Marseille : travailleurs en colère

Les salariés du secteur médico-social ont manifesté à Marseille mardi 15 février.

Le motif de leur colère est le projet de fusion de différentes conventions collectives en une convention unique qui, évidemment, sera moins avantageuse. Mais ce n'est que la goutte d'eau de trop après des années de reculs successifs.

Les centres médico-sociaux dépendent en majorité d'associations privées à but non lucratif dont le financement provient de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Les tâches d'un éducateur sont très diverses : ce peut être suivre des enfants ou adultes en situation de handicap dans des instituts médico-éducatifs (IME), encadrer des enfants placés en foyer dans le cadre de la protection judiciaire ou encore aider de jeunes migrants isolés.

Alors que la société craque de toutes parts et que les jeunes et moins jeunes en difficulté affluent, les éducateurs sur le terrain sont en nombre insuffisant, dévolus à des tâches de plus en plus variées. Ils sont aussi contraints de remplir des objectifs administratifs et d'obéir aux injonctions

de l'Agence régionale de santé (ARS), comme par exemple celle de découper leurs activités en tronçons pour les quantifier, ou encore de remplir des cases et des questionnaires. L'isolement de chacun pèse, alors que ces métiers ne peuvent s'exercer qu'en équipe pluridisciplinaire. Dans un IME où, il y a quelques années, il y avait un psychiatre à temps plein, ce médecin n'est désormais embauché que quelques heures par semaine, et tout juste le temps de renouveler des ordonnances.

Quant aux 183 euros promis au nom du Ségur de la Santé, ils ne sont toujours pas versés et ne concerneront pas l'ensemble des salariés. Il faudrait bien plus que cela pour arriver à des salaires corrects et pour rendre plus attractifs ces métiers indispensables. Aujourd'hui, ils subissent une véritable hémorragie ; tout comme à l'hôpital, certains collègues craquent et préfèrent démissionner. Ceux qui ne veulent pas partir et ont choisi de se battre ont raison !

Correspondant LO

Ehpad La Neuville : toujours en lutte

Depuis le 3 janvier, des salariées de l'Ehpad du Château de Neuville-sur-Oise, dans le Val-d'Oise, un des quatre établissements du groupe Epinomis, sont mobilisées pour protester contre leurs conditions de travail, mais aussi contre les conditions d'accueil des résidents.

Sur une pancarte installée devant l'entrée de l'établissement, elles ont écrit : « Soignants maltraités, résidents en danger ».

Les jours de repos s'accumulent mais ne peuvent jamais être pris et on peut devoir travailler seule « dans une unité de 7 heures jusqu'à 13 heures pour faire les toilettes, les petits déjeuners, les chambres pour quatorze

résidents », comme en témoigne une des salariées. La situation étant devenue tout simplement insupportable, « On n'a pas d'autre choix que de faire grève. On fait partie des salaires les plus bas de France » déclarait une des grévistes. Toutes réclament une augmentation de 300 euros.

Le syndicat CGT de l'Ehpad a également attaqué

la direction en justice car la famille Logier, propriétaire du groupe Epinomis, ne respecte aucun droit syndical. L'audience avait lieu le 17 mars à Compiègne. Au sortir du tribunal, qui a mis l'affaire en délibéré le 7 avril, les grévistes ont été accueillies par les applaudissements et encouragements des travailleurs qui manifestaient ce jour-là pour les salaires.

La direction tente diverses manœuvres pour discréditer ce mouvement, mais elle continue de se heurter à la détermination des salariées.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent Les ouvriers ramassent les poulets et le patron les sous !

« J'ai travaillé un mois pour une entreprise spécialisée dans le ramassage de volaille et je veux témoigner des conditions de travail dignes du Moyen Âge.

La plupart du temps, le travail se fait de nuit. Nous nous rendons sur des exploitations qui sont parfois éloignées de plusieurs centaines de kilomètres de là où nous habitons. L'entreprise considère qu'elle n'a pas à nous payer le temps de transport puisqu'elle nous emmène par minibus jusqu'au chantier. Sur place, le travail est dur. Nous sommes une équipe

de neuf, et nous devons courir, pliés en deux à se casser le dos, pour ramasser le plus rapidement possible des milliers de poulets puis les mettre dans des boîtes pour qu'ils soient envoyés à l'abattoir. Nous pouvons ramasser jusqu'à 30000 poulets en 45 minutes.

La paie, elle, a été misérable. Avec un chantier de 45 minutes par jour, j'ai difficilement cumulé 15 heures de travail dans le mois et me suis retrouvé avec 150 euros sur la fiche de paie. C'est la situation pour les collègues comme moi qui ne faisons que des

missions temporaires. Mais pour ceux qui font ce travail de manière permanente et que l'entreprise envoie sur plusieurs chantiers par jour, ils arrivent difficilement à 800 euros en faisant des journées (et des nuits) interminables.

L'entreprise profite de la situation de grande précarité de travailleurs qui sont aux minima sociaux ou en attente de renouvellement de titres de séjour pour imposer ces conditions de travail révoltantes et ces payes de misère. »

Un ouvrier du poulet qui n'est pas un pigeon !

P&O Ferries – Transmanche : 800 licenciements

P&O Ferries a été racheté en 2006 par Dubaï Ports World (Émirat de Dubaï). Il exploite des lignes de ferries entre la Grande-Bretagne, l'Irlande, les Pays-Bas, la Belgique et la France.

Le 17 mars, à 8 heures, la direction a donné ordre à tous les navires de rejoindre leur port d'attache. Les trois navires P&O Ferries actuellement en service sur la ligne Calais-Douvres ont dû, s'ils étaient chargés, décharger les véhicules, ceux de tourisme comme ceux de fret, et rejoindre le port de Douvres sans délai.

Dans le même temps, la direction faisait savoir aux salariés qu'une importante annonce allait être faite

qui « assurerait le futur de l'entreprise. » Comment? En se débarrassant sans préavis des 800 marins sous « contrat Jersey », considérés comme trop coûteux, pour les remplacer sur le champ par des intérimaires non syndiqués!

Cette mesure s'appliquait sur toutes les lignes P&O au départ de Douvres-Calais, Liverpool-Dublin, Larnearnryan et Hull-Rotterdam. Pour éviter toute tentative de résistance,

les services d'hommes de main formés au passage des menottes étaient loués. L'opération vise à réduire de 50% les salaires des marins. Les contrats Jersey n'assurent déjà qu'une protection sociale des plus minces mais les conditions d'emploi des intérimaires sont encore pires. Les salaires tourneraient aux environs de 2 livres de l'heure, soit 2,20 euros. La compagnie a largement bénéficié des subventions du gouvernement britannique et verse des centaines de millions de dividendes chaque année à ses propriétaires. Cerise sur le gâteau, elle n'a pas



payé une partie des cotisations de retraite des salariés et doit l'équivalent de plus de 170 millions d'euros au régime de pension de la marine marchande.

Les syndicats britanniques RMT (marins) et Numast (officiers) ont demandé aux marins de rester à bord des navires. Des premières

manifestations de protestation ont eu lieu à Liverpool et Hull dès le 18 mars.

À Hull, les marins ont été rejoints par des collègues d'autres compagnies et des salariés d'autres secteurs, malgré le fait que les syndicats n'appelaient pas à la grève.

Correspondant LO

Flaconneries d'Arques : une mobilisation réussie!

La verrerie Alphaglass, à Arques, dans le Pas-de-Calais, existe depuis 2008: il s'agit d'un four que les

propriétaires de la verrerie d'Arc avaient alors vendu au géant Saverglass. Alphadec, qui existe depuis

2013, est située sur le même site, qui compte entre 400 et 500 salariés et produit des flacons de luxe.

Vendredi 18 mars, entre 11 et 15 heures, une centaine de travailleurs de ces deux usines ont réussi à surmonter cette division voulue par les patrons pour se rassembler et manifester leur mécontentement. Les travailleurs d'Alphadec revendiquent des augmentations de salaire parce que les primes en pourcentage

avantagent les plus gros salaires et sont susceptibles de sauter au moindre prétexte. Quant à leurs camarades d'Alphaglass, ils dénoncent leurs conditions de travail et l'impossibilité de prendre leurs repos: certains cumulent des droits à 20, 30, 50 jours de repos sans pouvoir en bénéficier. Autant de problèmes qui ont la même origine: des actionnaires riches, un carnet de commandes archi-plein grâce

à l'augmentation des capacités de production du four, tout cela sans main-d'œuvre en plus et avec des salaires à la traîne.

Ce rassemblement vaut avertissement, et d'ailleurs, à la fin de la manifestation, les travailleurs ont voté à main levée l'idée d'une deuxième manifestation. Quant à faire grève, ce n'est encore jamais arrivé sur le site, mais certains en parlent.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Crimes de guerre : ceux de Poutine et ceux de l'impérialisme

Mercredi 16 mars, le président américain Joe Biden a qualifié Poutine de « criminel de guerre ». Le secrétaire d'État Antony Blinken est même allé jusqu'à rendre hommage au procureur de la Cour pénale internationale (CPI), qui pourrait mettre en accusation le dirigeant russe.

Les États-Unis, eux, ne reconnaissent toujours pas la compétence de la même CPI, refusant de rendre le moindre compte sur leurs interventions ces dernières années en Afghanistan et en Irak. Quand la CPI avait eu la velléité de juger des crimes de guerre commis après l'invasion de l'Irak par l'armée américaine, l'administration Trump avait même menacé ses magistrats de poursuites judiciaires, du gel de leurs avoirs et de la révocation de leur visa pour les États-Unis. Les dirigeants américains se présentent en défenseurs des populations civiles exclusivement quand cela leur permet de justifier leur intervention. Quand les habitants de la bande de Gaza sont bombardés d'une façon aveugle par l'armée israélienne, subissant en outre depuis des années les conséquences

dramatiques d'un embargo, cela ne suscite pas de réaction de leur part, et pas davantage de la part des dirigeants des autres grandes puissances occidentales.

Biden dénonce Poutine et ses méthodes barbares. Poutine est incontestablement un dictateur, qui use de la violence non seulement contre la population ukrainienne mais pour soumettre la population russe, étouffant toute critique et emprisonnant les opposants. Mais le même Biden ne trouve pas grand-chose à redire aux méthodes ô combien barbares employées par le prince au pouvoir en Arabie saoudite, à la tête d'un régime dictatorial imposant un islam rétrograde, capable de faire assassiner sauvagement un journaliste et de faire exécuter 81 personnes en une journée.

Pour asseoir et consolider

sa domination sur le monde, l'impérialisme américain a toujours eu besoin de se présenter comme le champion de la démocratie et du droit des peuples. Pourtant, son histoire, comme celle de tous les autres impérialismes, est une succession de guerres faites à des peuples entiers pour les asservir, à commencer par ceux du continent américain, de soutien à toutes sortes de dictatures, d'interventions militaires, en Amérique latine, en Europe au cours de deux guerres mondiales, au Vietnam, au Moyen-Orient... Tout au long de cette histoire sanglante, les dirigeants des États-Unis n'étaient guidés que par une seule véritable préoccupation : défendre les intérêts de leur bourgeoisie face à ses concurrents, et lui garantir sa part du butin dans le pillage et l'exploitation des peuples et des travailleurs du monde entier.

Usant de la même propagande mensongère que ses prédécesseurs, Biden cherche à redorer auprès de sa population l'image du gouvernement américain,



Bombardement israélien à Gaza en mai 2021.

ternie par des années d'interventions désastreuses en Irak, en Afghanistan et par d'autres plus anciennes. Au-delà du conflit actuel en Ukraine, Biden veut aussi entretenir « l'esprit patriotique américain », en particulier l'idée que la population pourra être mobilisée dans l'avenir, comme elle l'a été à plusieurs reprises. Derrière le motif invoqué de la défense de la liberté et du droit des peuples, il s'agit de continuer à jouer le rôle de gendarme de l'ordre impérialiste. Quand Macron, en représentant d'un impérialisme de seconde zone, ou d'autres dirigeants européens, tiennent les mêmes discours à leur population, ils cherchent à la tromper de la même façon que Biden.

Les mensonges, les postures de défenseurs de la liberté des peuples adoptées par les dirigeants occidentaux, les campagnes médiatiques qui les accompagnent, sont une exploitation des réactions bien justifiées des populations devant l'horreur de la guerre. Mais ils n'ont d'autre but que de fournir une couverture au maintien à tout prix d'un ordre impérialiste insupportable et de moins en moins viable.

Combattre ces mensonges, défendre les idées internationalistes et la perspective d'un renversement de l'impérialisme par les travailleurs est la seule façon d'offrir un autre avenir à l'humanité.

Marc Rémy

Corse : vrais problèmes, fausses solutions

Mardi 22 mars, en Corse, des lycées étaient à nouveau bloqués et l'indignation était générale après le décès d'Yvan Colonna survenu la veille à l'hôpital Nord de Marseille, où il était dans le coma depuis qu'un codétenu à la prison d'Arles l'avait agressé.

Yvan Colonna avait été condamné à perpétuité pour l'assassinat du préfet Claude Érignac en février 1998, assassinat jamais revendiqué. Depuis son agression en prison, les manifestations se sont multipliées, regroupant des milliers de manifestants, souvent très jeunes. Ils accusent l'État français d'avoir commandité l'assassinat d'Yvan Colonna, le

dénoncent pour avoir refusé que les prisonniers corses soient transférés dans la prison de Borgo en Corse. Ce transfert aurait permis aux familles de rendre visite à leurs proches prisonniers, car la cherté des transports rend difficile d'aller les voir à Arles. Les banderoles des manifestants dénoncent « Statu Assassinu ».

De fait, l'État n'a pas

su assurer la sécurité du prisonnier ; sans doute en raison du manque de gardiens puisqu'une dizaine de postes sont restés vacants à la prison d'Arles. Cela explique-t-il l'assassinat ? L'enquête le dira peut-être, mais la colère qui s'exprimait dans les manifestations prend aussi sa source dans la situation qui prévaut dans l'île.

Depuis 2015, la Corse a sa propre assemblée et un exécutif où les nationalistes, autonomistes, indépendantistes ont la majorité. Cela n'a rien changé pour la population pauvre. Les prix restent au plus haut, l'hôpital n'a pas embauché, le travail au noir dans les grandes exploitations de la plaine où les ouvriers agricoles immigrés sont surexploités se poursuit sans entrave.

La Corse est une des régions les plus pauvres, et même la plus pauvre du pays avec un habitant sur cinq sous le seuil de pauvreté (moins de 1080 euros par mois), soit 60 000 habitants.

Il manque plus de 9000 logements, alors que l'immobilier de luxe ne connaît pas la crise. La quasi-totalité de l'économie de l'île est entre les mains de quelques milliardaires, fonds de pension, assurances, et elle compte autant de riches que la région de Lyon. L'Insee reconnaît que le coût de la vie en Corse est bien plus élevé que dans l'Hexagone. Quant au nombre d'accidents du travail, il y a fortement augmenté.

Le gouvernement a aidé le patronat. Le plan Salvezza lui a fourni 400 millions, dont 300 apportés par l'État et 100 par les collectivités territoriales. Mais ces sommes n'ont pas été utilisées pour améliorer les routes, les transports en commun, cruellement déficients, ni les hôpitaux. Bien souvent les malades doivent partir à Marseille pour être soignés.

Ceux qui s'affirment comme les porte-parole de la colère des manifestants n'ont d'autre revendication que plus d'autonomie,

autrement dit plus de moyens pour les notables et les patrons locaux. C'est sur ce terrain que l'État leur répond puisque Gérald Darmanin a passé trois jours en Corse pour en parler avec le président du conseil exécutif, Gilles Siméoni. Il s'est dit prêt à envisager une évolution de la situation statutaire de l'île, voire à lui accorder l'autonomie, Darmanin posant l'arrêt des « violences » comme condition de l'ouverture des discussions.

Ce genre de promesse est le moyen classique de gagner du temps sans rien répondre. Car la vraie violence est sociale : « La Corse est médaille d'or de la pauvreté », a titré un journal corse. La cause de cette pauvreté n'est pas le pouvoir plus ou moins important des politiciens locaux mais le patronat, corse et hexagonal, et sa soif inextinguible de profits.

Correspondant LO

